

Jean-Luc Chenaux

Professeur à l'Université de Lausanne, avocat

Edgar Philippin

Professeur à l'Université de Lausanne, avocat

Mathieu Blanc

Chargé de cours à l'Université de Lausanne, docteur en droit,  
avocat

# **Droit suisse de la société anonyme**

# Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	V
<b>Sommaire</b> .....	VII
<b>Liste des abréviations</b> .....	XLIII
<b>Bibliographie</b> .....	XLIX
<b>Chapitre 1 – Introduction</b> .....	1
§ 1 Rôle et objet de la société anonyme.....	1
§ 2 Éléments constitutifs de la société anonyme .....	2
I. Définition .....	2
II. Personnalité juridique.....	3
A. Acquisition.....	3
B. Étendue.....	3
III. Capital-actions .....	4
A. Définition .....	4
B. Fonctions.....	6
C. Modification du capital-social.....	7
IV. Actions .....	7
V. Actionnaires .....	8
A. Notion .....	8
B. Acquisition et perte de la qualité d’actionnaire .....	9
C. Obligations.....	9
D. Droits .....	10
E. Rapports avec la société.....	11
F. Rapports des actionnaires entre eux .....	12
VI. Limitation de la responsabilité .....	12
§ 3 Organisation de la société anonyme .....	13
§ 4 Sources .....	16
§ 5 Historique .....	18
<b>Chapitre 2 – Fondation</b> .....	25
§ 1 Généralités.....	25
I. Processus de fondation.....	25
II. Fondateurs.....	26
III. Objectifs du législateur .....	26
§ 2 Stade préalable .....	27
§ 3 Fondation interne.....	29
I. Type et nombre de fondateurs.....	29
II. Statuts.....	30
A. Introduction.....	30
B. Interprétation.....	31
C. Limites de l’autonomie de la volonté .....	31

D.	Portée des statuts.....	32
E.	Contenu des statuts.....	32
	1. Contenu minimum des statuts.....	33
	a. Raison sociale et siège de la société (chiffre 1) .....	33
	aa. Raison sociale.....	33
	bb. Siège social.....	37
	b. But (chiffre 2).....	39
	c. Montant du capital-actions et des apports effectués (chiffre 3).....	42
	d. Nombre, valeur nominale et espèce des actions (chiffre 4).....	44
	e. Forme des communications de la société à ses actionnaires (chiffre 7).....	44
	2. Dispositions statutaires applicables aux sociétés cotées en bourse .....	45
	a. Nombre de fonctions admises des organes dirigeants....	45
	b. Durée maximale (et délai de résiliation maximal) des contrats prévoyant les rémunérations des membres du conseil d'administration et de la direction .....	48
	c. Tâches et compétences du comité de rémunération .....	48
	d. Modalités du vote relatif aux rémunérations.....	49
III.	Souscription et libération des actions.....	51
A.	Souscription de l'action.....	51
	1. Définition .....	52
	2. Souscripteurs .....	52
	3. Limite inférieure.....	53
	4. Exigences formelles .....	54
B.	Libération de l'action.....	56
	1. Généralités.....	56
	2. Fondation simple.....	57
	a. Libération en monnaie étrangère .....	57
	b. Établissement soumis à la loi sur les banques.....	58
	c. Procédure.....	59
	3. Fondation qualifiée.....	61
	a. Apport en nature .....	61
	aa. Notion.....	61
	aaa. Caractère activable (art. 634 al. 1 ch. 1 CO).....	62
	bbb. Caractère transférable (art. 634 al. 1 ch. 2 CO).....	63
	ccc. Caractère disponible (art. 634 al. 1 ch. 3 CO).....	64
	ddd. Caractère réalisable (art 634 al. 1 ch. 4 CO).....	64
	eee. Utilité ? .....	64
	fff. Cas particuliers .....	65

	bb.	Régime.....	66
		aaa. Mention dans les statuts (art. 634 al. 4 CO) .....	67
		bbb. Contrat passé en la forme écrite ou authentique (art. 634 al. 2 et 3 CO) .....	68
		ccc. Rapport de fondation (art. 635 ch. 1 CO)...	69
		ddd. Attestation de vérification (art. 635a CO)..	71
	cc.	Sanctions.....	72
	dd.	Traitement de la « reprise de biens ».....	73
		aaa. Abrogation du contrôle <i>ex ante</i> .....	73
		bbb. Sanctions <i>ex post</i> en cas de reprise de biens abusive .....	74
	b.	Libération par compensation .....	75
	c.	Avantages particuliers .....	78
	d.	Synthèse.....	80
	4.	Libération partielle .....	81
		a. Limitations.....	81
		b. Conséquences d'une libération partielle .....	81
		c. Exclusion de la libération partielle .....	82
		d. Émission des titres et restrictions de transfert.....	82
		e. Libération ultérieure .....	83
		aa. Généralités .....	83
		bb. Décision du conseil d'administration.....	83
		cc. Modalités .....	84
		aaa. Libération en espèces.....	84
		bbb. Libération en nature.....	84
		ccc. Libération par compensation.....	85
		ddd. Libération par l'utilisation des fonds propres librement disponibles de la société .....	85
	f.	Inexécution .....	85
		aa. Généralités .....	85
		bb. Demeure .....	86
		cc. Conséquences de la demeure .....	87
		aaa. Intérêts moratoires .....	88
		bbb. Peine conventionnelle .....	88
		ccc. Dommages-intérêts .....	89
		ddd. Déchéance.....	89
	IV.	Acte constitutif.....	93
		A. Assemblée constitutive.....	93
		B. Acte constitutif.....	94
		1. Intervention d'un notaire .....	94
		2. Contenu .....	95
§ 4		Fondation externe .....	97
	I.	Réquisition d'inscription .....	97
	II.	Vérification par le préposé au registre du commerce .....	99
	III.	Éventuelles mesures provisionnelles empêchant l'inscription .....	102

IV.	Inscription.....	103
A.	Généralités.....	103
B.	Effets.....	103
1.	Effet constitutif.....	103
2.	Effet guérisseur.....	105
3.	Effet de publicité.....	106
a.	Effet de publicité positif.....	106
b.	Effet de publicité négatif.....	106
c.	Foi publique du registre du commerce.....	107
d.	Autres effets.....	107
C.	Conséquences d'un vice dans la constitution de la société.....	107
1.	Action en dissolution.....	107
2.	Autres conséquences.....	108
<b>Chapitre 3 – Capital social et droits de participation.....</b>		<b>111</b>
§ 1	Introduction.....	111
I.	Capital-actions.....	111
A.	Définition.....	111
B.	Fonctions.....	112
II.	Capital-participation.....	113
A.	Définition.....	113
B.	Relation avec le capital-actions.....	113
III.	Fonds propres.....	114
A.	Notion et distinctions.....	114
B.	Fonds propres librement disponibles et fonds propres liés.....	115
IV.	Protection du capital.....	116
§ 2	Notion d'action.....	116
I.	Fraction du capital-actions.....	117
A.	En général.....	117
B.	Division et réunion d'actions.....	118
II.	Incorporation des droits et obligations des actionnaires.....	119
III.	Papiers-valeurs, droits-valeurs et titres intermédiés.....	120
A.	Notions.....	120
1.	Papier-valeur, action et certificat d'actions.....	120
2.	Droits-valeurs et titres intermédiés.....	120
3.	Incidence sur le transfert de la propriété.....	122
4.	Négociabilité de la position d'actionnaire.....	123
B.	Du papier-valeur à la tokenisation des actions.....	124
1.	Création de droits-valeurs simples et de titres intermédiés... ..	124
a.	Vers une évolution.....	124
b.	Entrée en vigueur des art. 973a–973c CO et de la loi fédérale sur les titres intermédiés.....	125
2.	Tokenisation des actions.....	126
a.	Technologie des registres distribués et réglementation.....	126

	b.	Concept de droit-valeur inscrit au sens de l'art. 973 <i>d</i> CO .....	127
		aa. En général .....	127
		bb. Caractéristiques.....	127
	c.	Exigences de l'art. 973 <i>d</i> al. 2 CO.....	128
	d.	Effets .....	129
		aa. En général .....	129
		bb. Effet de présentation .....	130
		cc. Effet de légitimation .....	130
		dd. Effet de protection des transactions .....	130
	e.	Transfert .....	131
	f.	Annulation .....	132
§ 3		Catégories d'actions .....	132
	I.	Généralités .....	132
	II.	Actions au porteur.....	133
		A. Introduction.....	133
		B. Évolution et champ d'application.....	134
		C. Régime transitoire pour la conversion des actions au porteur .....	135
		D. Émission.....	136
		1. Généralités.....	137
		2. Notion.....	137
		3. Actions non incorporées .....	138
		4. Actions sous forme de papiers-valeurs .....	138
		a. Remarque préliminaire .....	138
		b. Forme et contenu .....	138
		c. Émission .....	139
		aa. Conditions.....	139
		bb. Conséquences d'une violation .....	140
		5. Actions au porteur sous forme de droits-valeurs .....	141
		6. Actions au porteur sous forme de titres intermédiés.....	141
	E.	Exercice .....	143
	F.	Transfert.....	144
		1. Exigence .....	144
		2. Mode de transfert.....	145
	III.	Actions nominatives.....	146
		A. Introduction.....	146
		B. Notion .....	146
		C. Émission.....	147
		1. Généralités.....	147
		2. Forme juridique.....	147
		a. Action nominative non incorporée et non intermédiée .....	147
		b. Action nominative incorporée dans un papier-valeur.....	148
		aa. Contenu.....	148
		bb. Conditions.....	149
		c. Titre intermédié .....	149
		3. Libération partielle .....	150

## Table des matières

	D.	Transfert.....	150
	1.	En général.....	150
	2.	Conditions supplémentaires.....	152
	a.	Restriction légale : actions partiellement libérées.....	152
	b.	Restrictions statutaires : actions nominatives liées.....	152
	E.	Exercice.....	153
	IV.	Certificats intérimaires.....	153
	V.	Conversion des actions.....	154
§ 4		Registre des actions et liste des ayants droit économiques.....	157
	I.	Registre des actions.....	157
	A.	Définition.....	157
	B.	Obligation de tenue d'un registre des actions.....	157
	C.	Fonction.....	158
	D.	Forme.....	159
	E.	Objet.....	160
	F.	Effets.....	161
	G.	Inscription au registre des actions.....	162
	1.	Requête d'inscription.....	162
	2.	Pièce établissant l'acquisition du titre en propriété ou la constitution d'un usufruit.....	162
	H.	Mention sur le titre.....	163
	I.	Consultation du registre.....	164
	J.	Radiation.....	165
	II.	Obligation de communiquer les ayants droit économiques.....	168
	III.	Liste des ayants droit économiques.....	170
§ 5		Restrictions à la transmissibilité.....	171
	I.	Notion.....	171
	II.	Restriction légale.....	172
	A.	Généralités.....	172
	B.	Compétence et formalités.....	172
	C.	Titres concernés.....	173
	D.	Sûretés.....	174
	E.	Exceptions.....	174
	III.	Restrictions statutaires.....	175
	A.	Généralités.....	175
	1.	Principe de la libre transmissibilité des actions.....	175
	2.	Compétences et processus.....	176
	3.	Situations visées.....	177
	4.	Distinction entre actions cotées et actions non cotées.....	179
	B.	Restrictions communes aux actions cotées et non cotées.....	179
	1.	Clause d'agrément anti-fiduciaire.....	179
	2.	Nationalité étrangère de l'acquéreur.....	181
	C.	Restrictions spécifiques aux actions non cotées en bourse.....	182
	1.	Généralités.....	182
	2.	Motifs de refus.....	183
	a.	Indépendance économique de la société.....	183
	b.	Qualités personnelles particulières.....	185
	c.	Compatibilité personnelle.....	185

	d.	Appartenance à un cercle familial.....	186
	e.	Orientation politique ou religieuse.....	186
3.		Effets .....	187
	a.	Approbation des acquisitions dans le régime ordinaire.....	187
	b.	Approbation des acquisitions dans le régime particulier.....	188
	c.	Délai .....	188
4.		Clause échappatoire.....	189
	a.	Généralités.....	189
	b.	Fonction.....	189
	c.	Mécanisme, nature juridique et caractéristiques de l'offre de la société.....	190
	d.	Exercice pour le compte de la société, d'autres actionnaires ou de tiers .....	191
	e.	Égalité de traitement .....	191
	f.	Valeur réelle .....	192
	g.	Délais.....	193
5.		Agrément ou refus injustifié.....	194
6.		Succession, partage successoral, régime matrimonial, exécution forcée .....	195
	a.	Refus de l'approbation.....	195
	b.	Effets .....	196
7.		Détermination de la valeur réelle des actions par le juge.....	198
8.		Dispositions dérogoatoires des statuts .....	199
	a.	Conditions de transfert.....	199
	b.	Valeur réelle .....	200
	c.	Droits de préemption statutaires .....	200
D.		Restrictions spécifiques aux actions cotées en bourse.....	201
	1.	Introduction .....	201
	2.	Champ d'application .....	201
	3.	Motif de refus : la limite en pourcent.....	202
	a.	Généralités .....	202
	b.	En présence de différentes catégories d'actions nominatives.....	203
	c.	Conséquences du dépassement de la limite en pourcent .....	204
	d.	Clauses statutaires de groupe .....	205
	e.	Clauses d'exception.....	206
	4.	Succession, partage successoral, régime matrimonial .....	207
	5.	Transfert des droits.....	208
	a.	Distinction des transactions en bourse et hors bourse ..	208
	b.	Acquisition en bourse .....	208
	aa.	Obligation d'annoncer .....	208
	bb.	Transfert du droit .....	210
	c.	Acquisition hors bourse .....	213
	aa.	Avant le dépôt de la demande de reconnaissance .....	214
	bb.	Dès le dépôt d'une demande de reconnaissance	214

	cc. En cas de refus de la demande de reconnaissance .....	215
	dd. En cas d'acceptation de la demande de reconnaissance .....	216
§ 6	Actions privilégiées .....	216
	I. Actions à droit de vote privilégié .....	217
	A. Généralités .....	217
	B. Objet et but.....	217
	C. Notion et cadre légal .....	219
	1. Actions à droit de vote privilégié proprement dites et improprement dites.....	219
	2. Conditions .....	220
	D. Introduction d'actions à droit de vote privilégié .....	221
	E. Protection des actionnaires ordinaires .....	222
	1. Sortie facilitée .....	222
	2. Représentation au conseil d'administration .....	223
	F. Suppression des actions à droit de vote privilégié.....	223
	G. Exceptions.....	224
	H. Limitations .....	224
	II. Actions privilégiées.....	224
	A. Notion .....	225
	1. Nature .....	225
	2. Clause statutaire .....	226
	3. Privilèges.....	226
	B. Fonction .....	228
	C. Introduction des actions privilégiées.....	228
	D. Suppression des actions privilégiées .....	230
	E. Représentation au conseil d'administration.....	230
§ 7	Bons de participation .....	230
	I. Fonction .....	231
	II. Notion .....	231
	III. Émission.....	233
	A. Généralités .....	233
	B. Limites .....	233
	C. Lors de la constitution de la société ou ultérieurement .....	234
	D. Prise en compte du capital-participation pour le calcul des seuils .....	235
	E. Conversion des actions en bons de participation et vice versa .....	236
	IV. Statut juridique du participant .....	236
	A. Droits patrimoniaux .....	237
	1. Contenu et principes applicables .....	237
	2. En cas de pluralité de catégories d'actions .....	238
	3. Modifications statutaires et autres décisions de l'assemblée générale qui aggravent la situation des participants.....	239
	4. Suppression ou modification des privilèges et droits sociaux accordés aux participants.....	240
	5. Droits de souscription préférentiels .....	241

	B.	Droits sociaux .....	244
		1. Exclusion du droit de vote .....	244
		2. Droits liés au droit de vote .....	244
		3. Accès à l'information .....	245
		a. En général .....	245
		b. Accès aux documents et aux renseignements .....	246
		4. Droit d'attaquer les décisions de l'assemblée générale.....	247
		5. Droit d'exercer l'action en responsabilité.....	248
		6. Droit de représentation au conseil d'administration .....	248
		7. Autres droits .....	249
	V.	Transfert.....	249
	VI.	Conversion ou annulation des bons de participation .....	250
§ 8		Bons de jouissance .....	251
	I.	Fonction .....	251
	II.	Émission.....	252
	III.	Droits .....	254
	IV.	Protection des bénéficiaires.....	255
	V.	Suppression.....	255
		<b>Chapitre 4 – Protection du capital</b> .....	<b>257</b>
§ 1		Généralités.....	257
§ 2		Réserves .....	259
	I.	Généralités .....	259
		A. Notion et classification.....	259
		B. Sources et typologie légale.....	260
	II.	Réserves ouvertes.....	261
		A. Affectation aux réserves ouvertes .....	262
		1. Réserve légale issue du capital .....	262
		2. Réserves issues du bénéfice.....	264
		a. Réserve légale issue du bénéfice.....	264
		b. Réserve facultative issue du bénéfice .....	265
		B. Utilisation des réserves ouvertes .....	266
		1. Réserves légales .....	266
		a. Conditions matérielles d'utilisation .....	266
		b. Compétence .....	267
		2. Réserves facultatives issues du bénéfice .....	268
		a. Conditions matérielles d'utilisation .....	268
		b. Compétence .....	268
		C. Compensation des pertes.....	268
	III.	Réserves latentes.....	269
		A. Nature.....	269
		B. Types.....	270
		1. Réserves « automatiques ».....	270
		2. Réserves d'appréciation.....	271
		3. Réserves arbitraires .....	271
		a. Nature .....	271
		b. Limites .....	272
		C. Transparence .....	273

## Table des matières

§ 3	Restrictions à la distribution de dividendes .....	273
	I. Généralités .....	273
	II. Intérêts sur le capital .....	274
	III. Distribution de dividendes .....	275
§ 4	Interdiction de remboursement du capital.....	275
	I. Généralités .....	275
	II. Capital protégé.....	277
	A. Capital nominal.....	277
	B. Agio .....	278
	C. Réserves liées et non liées.....	279
	III. Transactions visées par l'interdiction de restitution des apports .....	279
	A. Prêt à l'actionnaire .....	280
	B. Libération simulée.....	282
	C. Rachat par la société de ses propres actions .....	282
	IV. Conséquences juridiques.....	283
	A. Nullité .....	283
	B. Restitution.....	283
	V. Voies de droit.....	284
§ 5	Action en restitution de prestations indues .....	284
	I. Généralités .....	284
	II. Champ d'application.....	285
	A. Personnes assujetties à l'obligation de restitution .....	285
	B. Objet et étendue de l'obligation de restitution.....	288
	1. Distributions ouvertes.....	288
	a. Principe.....	289
	b. Prestations.....	289
	aa. Dividendes.....	289
	bb. Tantièmes.....	290
	cc. Autres parts de bénéfice.....	290
	dd. Rémunérations .....	291
	ee. Intérêts intercalaires.....	292
	ff. Prélèvements sur les réserves légales issues du capital ou du bénéfice .....	292
	gg. Autres prestations .....	292
	c. Caractère indu.....	293
	2. Distributions dissimulées.....	294
	a. Nature de la prestation .....	295
	b. Critère de la disproportion manifeste.....	296
	aa. Disproportion.....	296
	bb. Caractère manifeste de la disproportion.....	297
	cc. Moment déterminant.....	298
	c. Étendue de la restitution .....	298
	III. Mauvaise foi et limitation du droit à restitution .....	298
	IV. Légitimation active et passive .....	299
	A. Légitimation active .....	299
	1. Hors faillite.....	299
	a. Société .....	299
	b. Actionnaire .....	300

	2. Dans la faillite .....	301
	B. Légitimation passive .....	301
V.	Prescription .....	301
VI.	Rapport de l'action en restitution avec d'autres actions .....	302
	A. Action fondée sur l'art. 680 al. 2 CO.....	302
	B. Action en responsabilité (art. 754 s. CO).....	302
	C. Action en enrichissement illégitime (art. 62 ss CO) .....	303
§ 6	Rachat par la société de ses propres actions .....	304
	I. Généralités .....	304
	A. Contexte .....	304
	B. Fonctions.....	304
	C. Risques.....	305
	II. Cadre légal .....	306
	A. Conditions.....	306
	1. Champ d'application .....	306
	2. Restrictions.....	308
	a. Condition des fonds propres disponibles .....	308
	b. Limitations.....	308
	aa. Première limitation : 10 % du capital-actions.....	308
	bb. Seconde limitation : 20 % du capital-actions .....	309
	cc. Acquisition sans limite.....	310
	dd. Octroi d'options put.....	311
	c. Conséquences de l'inobservation des restrictions légales .....	311
	B. Conséquences.....	312
	1. Droits sociaux.....	312
	2. Droits patrimoniaux.....	313
	C. Comptabilisation (acquisition directe) .....	314
	D. Compétence.....	315
	E. Groupes de sociétés.....	315
	F. Actions détenues à titre fiduciaire .....	316
	III. Égalité de traitement .....	317
	<b>Chapitre 5 – Droits et obligations des actionnaires .....</b>	<b>319</b>
§ 1	Introduction .....	319
	I. Traits caractéristiques du statut d'actionnaire .....	319
	II. Principes généraux .....	320
	A. Principe de majorité .....	320
	B. Égalité de traitement .....	321
	C. Fondement objectif .....	322
	D. Exercice mesuré des droits (proportionnalité).....	322
	E. Interdiction de l'abus de droit .....	323
	III. Système.....	323
	A. Caractère limité des obligations à charge des actionnaires.....	323
	B. Droits des actionnaires .....	325
	1. Étendue et source des droits des actionnaires .....	325

	2.	Distinctions .....	325
	a.	Distinctions quant à la titularité .....	325
	aa.	Droits individuels.....	326
	bb.	Droits de minorité.....	328
	cc.	Droits de groupe .....	329
	b.	Distinctions quant au contenu.....	330
§ 2		Droits sociaux.....	330
	I.	Droits à l'information.....	330
	A.	Droit à l'information spontanée .....	332
	B.	Droit aux renseignements et à la consultation des livres et dossiers.....	335
	1.	Droit aux renseignements lors de l'assemblée générale .....	335
	a.	Généralités.....	335
	b.	Objet de la demande .....	337
	aa.	Affaires de la société ou en lien avec l'exécution et le résultat de la vérification .....	338
	bb.	Information nécessaire à l'exercice des droits de l'actionnaire .....	339
	cc.	Secret des affaires et autres intérêts sociaux dignes de protection.....	339
	c.	Procédure.....	342
	2.	Droits aux renseignements et à la consultation des livres et dossiers en dehors de l'assemblée générale .....	344
	a.	Renseignements.....	344
	b.	Consultation des livres et dossiers .....	345
	3.	Action en fourniture de renseignements ou en consultation des livres et dossiers .....	347
	C.	Droit à l'institution d'un examen spécial .....	348
	1.	Notion.....	348
	2.	But de l'examen spécial.....	349
	3.	Objet de l'examen spécial .....	350
	a.	Faits.....	350
	b.	Nécessité aux fins de l'exercice des droits de l'actionnaire.....	351
	4.	Subsidiarité.....	352
	5.	Mise en œuvre .....	353
	a.	Proposition à l'assemblée générale.....	354
	b.	Décision de l'assemblée générale .....	354
	c.	Saisine du tribunal .....	355
	aa.	En cas d'acceptation par l'assemblée générale ..	355
	bb.	En cas de refus de l'assemblée générale .....	355
	aaa.	Conditions formelles.....	356
	bbb.	Conditions matérielles .....	357
	cc.	Désignation de l'expert et définition de l'objet de l'examen.....	359
	aaa.	Objet de l'examen .....	360
	bbb.	Désignation de l'expert.....	360

	d.	Exécution de l'examen spécial.....	362
	aa.	Relation juridique de l'expert avec la société ....	362
	bb.	Droits et obligations de l'expert.....	363
	e.	Dépôt et épuration du rapport .....	365
	aa.	Dépôt .....	365
	bb.	Épuration du rapport .....	366
	cc.	Prises de position et questions complémentaires ..	367
	f.	Délibération et communication.....	368
	6.	Effets juridiques du rapport des experts .....	369
	7.	Frais.....	369
	D.	Autres droits à l'information .....	370
II.		Droits de participation.....	371
	A.	Droit de vote .....	371
	B.	Droit de participer et de faire des propositions.....	372
	C.	Droit de convocation ou de fixation d'un objet à l'ordre du jour ..	372
	D.	Droit à la représentation au sein du conseil d'administration.....	373
III.		Droits de protection.....	373
	A.	Actions judiciaires.....	373
	B.	Autres dispositions protégeant les actionnaires minoritaires.....	374
§ 3		Droits patrimoniaux.....	375
I.		Droit à une part de bénéfice .....	375
	A.	Généralités .....	375
	B.	Dividende.....	376
	1.	Bénéfice résultant du bilan .....	376
	2.	Réserves .....	377
	3.	Moment déterminant .....	377
	4.	Compétence.....	378
	5.	Conditions formelles .....	378
	6.	Dividendes versés en cours d'exercice .....	379
	a.	Dividende intermédiaire .....	379
	b.	Dividende extraordinaire .....	381
	c.	Avance sur dividende .....	382
	d.	Dividende échelonné .....	383
	7.	Formes particulières de dividende.....	383
	a.	Dividende en nature.....	383
	b.	Dividende alternatif.....	385
	c.	Actions gratuites .....	385
	C.	Sanctions.....	385
II.		Droit à une part du produit de liquidation .....	386
III.		Droit à des intérêts intercalaires .....	387
§ 4		Droit de souscription préférentiel .....	388
§ 5		Conventions d'actionnaires .....	388
I.		Généralités .....	388
II.		Définition .....	389
III.		But.....	390
IV.		Parties.....	391
V.		Forme.....	392

VI.	Contenu.....	393
	A. Convention de vote .....	393
	B. Devoir de fidélité et de participation .....	394
	C. Accords de nature patrimoniale.....	395
	D. Actes de disposition sur les actions.....	396
	E. Autres dispositions contractuelles.....	397
	F. Restrictions au contenu du contrat .....	398
VII.	Effets.....	399
VIII.	Qualification .....	400
IX.	Durée et résiliation de la convention .....	401
X.	Exécution du contrat .....	403
<b>Chapitre 6 – Assemblée générale .....</b>		<b>405</b>
§ 1	Organisation de la société anonyme en général .....	405
§ 2	Attributions de l’assemblée générale .....	407
	I. Généralités .....	407
	II. Adoption et modification des statuts .....	408
	A. Compétence.....	408
	1. Principe .....	408
	2. Exceptions.....	409
	3. Formalités.....	410
	III. Nomination et révocation des membres du conseil d’administration et de l’organe de révision .....	412
	A. Nomination des membres du conseil d’administration, de l’organe de révision et d’autres organes .....	412
	1. Préparation de l’assemblée générale.....	412
	2. Nomination des membres du conseil d’administration .....	413
	3. Nomination du président du conseil d’administration .....	415
	4. Élection de l’organe de révision .....	416
	5. Liquidateurs et experts .....	417
	6. Comité de rémunération .....	417
	7. Représentant indépendant.....	418
	8. Révocation.....	419
	IV. Approbation du rapport annuel et des comptes consolidés.....	422
	V. Approbation des comptes annuels et détermination de l’emploi du bénéfice .....	424
	A. Approbation des comptes annuels.....	424
	B. Détermination de l’emploi du bénéfice au bilan.....	425
	VI. Dividendes intermédiaires.....	427
	VII. Remboursement de la réserve légale issue du capital.....	427
	VIII. Décharge .....	427
	IX. Décotation des titres de participation .....	427
	X. Vote sur la rémunération.....	428
	XI. Autres compétences intransmissibles.....	429
	A. Compétences légales.....	430
	B. Compétences statutaires .....	431
	C. Consultation de l’assemblée générale en dehors de ses compétences intransmissibles.....	432

§ 3	Assemblées générales ordinaires et extraordinaires.....	432
I.	Assemblée générale ordinaire .....	433
II.	Assemblée générale extraordinaire .....	434
§ 4	Assemblées générales présentiels, hybrides et virtuelles .....	436
I.	Assemblées générales avec lieu de réunion physique .....	438
A.	Assemblée générale présentielle .....	438
1.	Principes .....	439
2.	Assemblée générale multisite .....	440
3.	Assemblée générale à l'étranger .....	441
B.	Assemblée générale hybride.....	444
II.	Assemblée générale virtuelle (sans lieu de réunion physique) .....	444
III.	Conditions du recours aux moyens électroniques et conséquences de problèmes techniques.....	447
A.	Champ d'application des articles 701e et 701f CO.....	447
B.	Immédiateté et intégrité numériques .....	447
C.	Conséquences de problèmes techniques.....	449
§ 5	Convocation de l'assemblée générale.....	450
I.	Pouvoir et devoir de convoquer l'assemblée générale.....	450
A.	Conseil d'administration et liquidateurs.....	451
B.	Organe de révision .....	452
C.	Représentant des créanciers obligataires .....	453
II.	Destinataires de la convocation .....	454
III.	Forme de la convocation .....	454
IV.	Délai de convocation.....	456
A.	Durée.....	456
B.	Computation.....	457
C.	Conséquences de l'inobservation .....	458
D.	Contenu de la convocation .....	458
E.	Date, heure, forme et lieu.....	459
F.	Objets portés à l'ordre du jour et propositions .....	460
G.	Nom et adresse du représentant indépendant .....	465
H.	Mise à disposition du rapport de gestion et des rapports de révision.....	465
I.	Information facultative sur les modalités de constatation du droit de vote .....	466
V.	Droits des actionnaires en relation avec la convocation et l'ordre du jour de l'assemblée générale .....	466
A.	Droit de requérir la convocation d'une assemblée générale .....	467
1.	Requête d'un ou plusieurs actionnaires .....	467
2.	Extension statutaire aux participants .....	470
B.	Droit de demander l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.....	470
C.	Droit de faire des propositions .....	472
§ 6	Présidence de l'assemblée générale.....	473
I.	Incarnation de la présidence.....	473
II.	Récusation.....	474
III.	Fonction de la présidence.....	474

§ 7	Participation à l'assemblée générale.....	475
	I. Personnes légitimées.....	475
	A. Titulaires du droit de vote associé aux actions.....	475
	B. Autres personnes ayant le droit ou l'obligation de participer à l'assemblée générale à des titres divers.....	477
	1. Titulaires de bons de participation et actionnaires sans droit de vote.....	477
	2. Membres du conseil d'administration et de la direction.....	477
	3. Organe de révision.....	478
	4. Autres personnes.....	479
	II. Vérification.....	479
	A. Compétence.....	479
	B. Actions nominatives.....	480
	1. En général.....	480
	2. Blocage du registre des actions.....	482
	C. Actions au porteur.....	484
	III. Participation non autorisée.....	484
	A. Droit de protestation de l'actionnaire.....	484
	B. Droit de contestation de l'actionnaire.....	486
§ 8	Représentation.....	487
	I. Représentation individuelle.....	488
	A. Principes et conditions.....	488
	B. Contenu.....	489
	C. Restrictions statutaires.....	490
	II. Représentation institutionnelle.....	491
	A. Généralités.....	491
	B. Représentation par un représentant indépendant.....	492
	1. Principe.....	492
	2. Élection et fin du mandat.....	494
	3. Procurations et instructions.....	495
	4. Confidentialité.....	496
	5. Indépendance.....	497
	C. Représentation par un membre d'un organe de la société.....	498
	1. Principe.....	498
	2. Cas d'application.....	498
	D. Représentation par un dépositaire.....	499
	E. Communication.....	500
§ 9	Exercice du droit de vote et prise de décision.....	501
	I. Principes.....	501
	II. Seuils d'approbation requis.....	502
	A. Règles légales.....	502
	1. Majorité ordinaire.....	503
	2. Majorité qualifiée.....	504
	B. Adaptations statutaires possibles.....	506
	1. Relèvement des majorités requises.....	506
	2. Quorums.....	507
	3. Abaissement des majorités requises ?.....	507
	4. Voix prépondérante du président de l'assemblée générale ...	508

III.	Restrictions du droit de vote.....	508
A.	Restrictions légales du droit de vote.....	508
B.	Restrictions statutaires du droit de vote.....	509
C.	Restrictions contractuelles du droit de vote (pour mémoire).....	509
§ 10	Modalités particulières de l'assemblée générale.....	510
I.	Assemblée générale universelle .....	510
A.	Notion .....	510
B.	Conditions .....	511
1.	Représentation continue de l'ensemble des actionnaires .....	511
2.	Absence d'opposition .....	512
C.	Conséquences.....	514
1.	Conditions légales remplies.....	514
2.	Conditions légales non remplies.....	515
II.	Assemblée générale par voie de circulation .....	515
§ 11	Annulation et nullité des décisions de l'assemblée générale .....	516
I.	Généralités .....	516
II.	Action en annulation .....	518
A.	Généralités .....	518
B.	Légitimation active .....	518
1.	Titularité de l'action .....	518
2.	Moment déterminant .....	520
3.	Intérêt juridique digne de protection.....	521
C.	Légitimation passive .....	522
D.	Délai.....	523
E.	Objet .....	525
F.	Motifs d'annulation.....	525
1.	Violation de la loi et des statuts.....	525
2.	Cas particuliers.....	527
3.	Autres motifs d'annulation .....	530
G.	Effets.....	532
H.	Répartition des frais .....	533
I.	Autres questions de procédure .....	534
J.	Relation entre l'action en annulation et l'action en responsabilité.....	536
III.	Action en constatation de la nullité des décisions de l'assemblée générale.....	536
A.	Généralités .....	536
B.	Légitimation active .....	538
C.	Légitimation passive .....	538
D.	Délai.....	539
E.	Objet .....	540
F.	Motifs de nullité.....	540
1.	Aperçu.....	540
2.	Suppression ou limitation de certains droits fondamentaux des actionnaires.....	541
3.	Restriction des droits de contrôle des actionnaires .....	542
4.	Atteinte aux structures de base de la société anonyme ou aux dispositions sur la protection du capital .....	543

	5. Vices formels.....	544
	6. Violation d'autres dispositions impératives.....	546
	G. Effets.....	546
	H. Répartition des frais.....	547
	I. Autres questions de procédure.....	547
	<b>Chapitre 7 – Conseil d'administration.....</b>	<b>549</b>
§ 1	Généralités.....	549
§ 2	Modèles d'organisation de la haute direction des affaires sociales.....	549
	I. Système moniste.....	550
	II. Système dualiste.....	551
	III. Délégation de la gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.....	552
§ 3	Attributions intransmissibles et inaliénables du conseil d'administration.....	553
	I. Notion.....	553
	II. Liste des tâches de l'art. 716a al. 1 CO.....	556
	A. Haute direction de la société et établissement des instructions nécessaires.....	556
	1. Haute direction.....	556
	2. Établissement des instructions nécessaires.....	557
	B. Fixation de l'organisation.....	558
	C. Fixation des principes de la comptabilité et du contrôle financier et établissement du plan financier.....	559
	D. Nomination et révocation des personnes chargées de la gestion et de la représentation.....	560
	E. Haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion.....	561
	F. Établissement du rapport de gestion, préparation de l'assemblée générale et exécution des décisions de celle-ci.....	563
	1. Établissement du rapport de gestion.....	563
	2. Préparation de l'assemblée générale.....	564
	3. Exécution des décisions de l'assemblée générale.....	564
	G. Démarches judiciaires en cas d'insolvabilité, de perte de capital et de surendettement.....	565
	H. Établissement du rapport de rémunération.....	565
	III. Extension exceptionnelle des compétences du conseil d'administration en cas de crise.....	566
§ 4	Autres attributions du conseil d'administration et délégation de la gestion.....	566
	I. Compétence résiduelle générale du conseil d'administration.....	567
	II. Gestion des affaires sociales et délégation de celle-ci.....	567
	A. Conditions formelles de la délégation.....	568
	1. Absence d'interdiction statutaire.....	568
	2. Établissement d'un règlement d'organisation.....	568
	B. Délégués.....	570
	C. Maintien des prérogatives du conseil d'administration.....	571
	1. Intervention spontanée dans le domaine délégué.....	571
	2. Obligation réglementaire des délégués d'obtenir l'approbation du conseil d'administration.....	571

	D.	Effets de la délégation.....	572
	1.	Délégation conforme aux exigences légales.....	572
	2.	Délégation non conforme aux exigences légales.....	574
III.		Représentation.....	574
	A.	Droit de représenter et pouvoir de représenter.....	574
	B.	Personnes chargées de la représentation.....	575
	1.	Déléataires de la signature sociale.....	575
	2.	Fondés de procuration et mandataires commerciaux.....	576
	3.	Voyageurs de commerce.....	576
	4.	Procurations non commerciales.....	577
	5.	Organes et personnes dépourvus de pouvoirs de représentation.....	577
	C.	Octroi des pouvoirs.....	578
	D.	Étendue des pouvoirs de représentation.....	579
	1.	Étendue légale du droit et du pouvoir de représenter la société.....	579
	2.	Restrictions possibles au droit et au pouvoir de représenter la société.....	580
	3.	Extension exceptionnelle du droit et du pouvoir de représenter la société.....	581
	E.	Exigences minimales quant à la représentation.....	582
	F.	Extinction du droit et du pouvoir de représenter la société.....	583
	G.	Contrat avec soi-même et double représentation.....	583
	H.	Responsabilité pour les actes illicites des organes.....	584
	1.	Conditions.....	585
	2.	Distinctions.....	586
IV.		Restriction des compétences du conseil d'administration en cas d'offre publique d'acquisition.....	586
§ 5		Composition du conseil d'administration.....	587
	I.	Nombre de membres du conseil d'administration.....	587
	II.	Représentativité.....	588
	A.	Catégories d'actions (art. 709 al. 1 CO).....	588
	B.	Minorités ou groupes d'actionnaires (art. 709 al. 2 CO).....	591
	C.	Titulaires de bons de participation.....	592
	D.	Titulaires de bons de jouissance.....	592
	E.	Tiers.....	592
	III.	Diversité de genre.....	593
§ 6		Conditions d'éligibilité au sein du conseil d'administration.....	595
	I.	Exigences légales.....	595
	A.	Éligibilité de personnes physiques seulement.....	595
	1.	Principe.....	595
	2.	Représentants de personnes morales.....	596
	3.	Représentants de collectivités publiques.....	596
	B.	Exercice des droits civils.....	597
	II.	Incompatibilités.....	597
	A.	Conflits d'intérêts.....	597
	B.	Organe de révision.....	598

III.	Critères dénués de pertinence au regard de la loi .....	598
A.	Qualités personnelles .....	598
B.	Statut d'actionnaire .....	599
C.	Nationalité et domicile .....	600
D.	Âge.....	601
IV.	Conditions statutaires d'éligibilité.....	601
§ 7	Rapport juridique entre la société et les membres du conseil d'administration ...	602
I.	Nature.....	602
A.	Généralités .....	602
B.	Réglementation spécifique du droit des sociétés.....	602
C.	Dispositions complémentaires du contrat de mandat et du contrat de travail.....	603
1.	Administrateurs non exécutifs .....	604
2.	Administrateurs exécutifs .....	604
II.	Début du mandat .....	605
III.	Fin du mandat .....	606
A.	Motifs.....	606
1.	Expiration de la durée du mandat .....	606
2.	Décès et perte de l'exercice des droits civils .....	608
3.	Perte d'une condition d'éligibilité .....	609
4.	Révocation.....	609
5.	Transfert du domicile à l'étranger .....	611
6.	Démission.....	611
7.	Dissolution de la société.....	612
B.	Radiation.....	612
C.	Date de fin du mandat .....	612
§ 8	Organisation du conseil d'administration .....	613
I.	Constitution.....	613
II.	Présidence du conseil d'administration.....	614
A.	Organisation.....	614
B.	Rôle.....	615
III.	Prévention structurelle des conflits d'intérêts .....	615
A.	Indépendance de tout ou partie des administrateurs .....	616
B.	Transparence relative aux intérêts.....	617
C.	Comités du conseil d'administration .....	618
1.	Comité d'audit.....	620
2.	Comité de rémunération .....	621
3.	Comité de nomination .....	623
4.	Autres comités.....	624
§ 9	Processus décisionnels.....	626
I.	Réunions du conseil d'administration .....	626
A.	Nombre de réunions annuelles et calendrier.....	626
B.	Préparation et convocation des réunions .....	626
1.	Compétence.....	626
2.	Nécessité de la convocation.....	627
3.	Forme de la convocation .....	627

	4.	Contenu de la convocation .....	627
	5.	Délai de convocation .....	629
	C.	Déroulement des réunions.....	631
	1.	Participation personnelle .....	631
	2.	Formes de réunion .....	631
	3.	Quorum de présence .....	632
	4.	Conduite des réunions .....	634
	5.	Droit de faire des propositions et de s'exprimer .....	635
	6.	Adoption des décisions.....	635
	D.	Procès-verbal.....	636
	II.	Décisions par voie de circulation .....	637
	III.	Remise en question des décisions du conseil d'administration .....	639
§ 10		Droit aux renseignements et à la consultation .....	640
	I.	Droit aux renseignements.....	641
	A.	Pendant les séances du conseil d'administration .....	641
	B.	En dehors des séances du conseil d'administration.....	642
	II.	Droit à la production des livres et des dossiers .....	643
	III.	Élargissement du droit à l'information et à la consultation .....	644
	IV.	Rejet d'une demande de renseignement, d'audition ou de consultation .....	645
§ 11		Obligations des membres du conseil d'administration .....	646
	I.	Généralités .....	646
	II.	Exécution personnelle .....	647
	III.	Devoir de diligence .....	647
	IV.	Devoir de fidélité .....	649
	A.	Gestion des conflits d'intérêts concrets.....	649
	1.	Priorité générale des intérêts de la société .....	649
	2.	Notion de conflit d'intérêts.....	649
	3.	Gestion des conflits d'intérêts .....	650
	4.	Double obligation de fidélité .....	652
	B.	Interdiction de faire concurrence.....	653
	C.	Devoir de discrétion.....	654
	D.	Conséquences de la violation du devoir de fidélité .....	655
	E.	Excursus : la <i>Business Judgment Rule</i> et la présomption de gestion diligente et fidèle.....	655
	F.	Principe d'égalité de traitement.....	657
	G.	Devoirs statutaires et réglementaires.....	658
§ 12		Rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction .....	659
	I.	En général .....	659
	A.	Champ d'application du régime spécial des art. 732 ss CO.....	659
	B.	Modèles de rémunération .....	659
	C.	Tantièmes.....	660
	II.	Dans les sociétés auxquelles le régime des art. 732 ss CO ne s'applique pas.....	661
	III.	Dans les sociétés auxquelles le régime des art. 732 ss CO s'applique.....	661
	A.	Dispositions statutaires spéciales .....	661
	B.	Comité de rémunération.....	662

C.	Rapport de rémunération.....	662
D.	Indemnités interdites.....	663
1.	Indemnités de départ.....	664
2.	Indemnités découlant d'une interdiction de faire concurrence.....	664
3.	Primes d'embauche et indemnités anticipées.....	665
4.	Provisions pour la reprise ou le transfert de tout ou partie d'une entreprise.....	666
5.	Formes particulières de rémunération, lorsqu'elles ne sont pas prévues par les statuts.....	667
E.	Vote de l'assemblée générale.....	667
1.	Exigences minimales.....	668
2.	Objet de la proposition du conseil d'administration.....	669
3.	Modalités du vote de l'assemblée générale.....	669
4.	Conséquences du rejet du montant global des indemnités....	671
<b>Chapitre 8 – Organe de révision</b> .....		<b>675</b>
§ 1	Généralités.....	675
§ 2	Obligation de révision.....	676
I.	Obligation indépendante de la forme juridique.....	676
II.	Types de contrôle.....	677
A.	Contrôle ordinaire.....	677
1.	Sociétés ouvertes au public.....	677
a.	Sociétés qui ont des titres de participation cotés en bourse.....	678
b.	Sociétés débitrices d'un emprunt par obligations.....	679
c.	Sociétés dont les actifs ou le chiffre d'affaires représentent 20 % au moins des actifs ou du chiffre d'affaires des comptes consolidés d'une société cotée en bourse ou débitrice d'un emprunt par obligations.....	680
2.	Sociétés économiquement importantes.....	680
3.	Sociétés tenues d'établir des comptes consolidés.....	682
B.	Contrôle restreint.....	683
III.	<i>Opting up</i> .....	683
A.	Cas.....	684
1.	Requête d'actionnaires minoritaires.....	684
2.	Disposition statutaire.....	684
3.	Décision de l'assemblée générale.....	684
B.	Conséquences juridiques.....	685
IV.	<i>Opting out</i> .....	686
V.	<i>Opting down</i> .....	689
§ 3	Exigences auxquelles l'organe de révision doit satisfaire.....	690
I.	Forme juridique et siège social.....	690
II.	Obligation d'agrément.....	690
A.	Généralités.....	690
B.	Durée de l'agrément.....	691
C.	Requête et inscription.....	691

III.	Qualifications professionnelles requises .....	691
IV.	Indépendance .....	693
	A. Indépendance de fait et d'apparence .....	693
	B. Contrôle ordinaire .....	694
	1. Situations incompatibles avec le principe d'indépendance..	694
	a. Autres fonctions organiques ou rapports de travail avec la société .....	695
	b. Rapports de participation ou de créance .....	696
	aa. Participation directe .....	696
	bb. Participation indirecte .....	697
	cc. Rapports de créance .....	698
	c. Relations étroites .....	698
	d. Collaboration à la tenue de la comptabilité ou fourniture d'autres prestations .....	700
	e. Dépendance économique .....	701
	f. Conclusion d'un contrat à des conditions non conformes à celles du marché .....	702
	g. Acceptation de cadeaux de valeur ou d'avantages particuliers .....	703
	2. Rotation .....	703
	3. Champ d'application personnel .....	704
	C. Contrôle restreint .....	705
V.	Mise en œuvre des exigences légales .....	706
§ 4	Mandat de révision .....	708
	I. Élection de l'organe de révision .....	708
	II. Nature du mandat .....	710
	III. Début et fin du mandat .....	710
	A. Début du mandat .....	710
	B. Fin du mandat .....	711
	1. Hypothèses .....	711
	a. Écoulement du temps .....	711
	b. Démission .....	711
	c. Révocation .....	712
	2. Adaptation de l'inscription sur le registre du commerce .....	713
	IV. Organe de fait .....	713
§ 5	Attributions .....	714
	I. Contrôles et rapports périodiques .....	714
	A. Contrôles périodiques .....	714
	1. Étendue du contrôle .....	714
	a. Contrôle ordinaire .....	714
	aa. Comptes annuels et comptes consolidés .....	715
	bb. Proposition concernant l'emploi du bénéfice .....	717
	cc. Système de contrôle interne .....	717
	dd. Rapport de rémunération .....	719
	b. Contrôle restreint .....	719
	2. Absence de contrôle opérationnel .....	720

	B.	Obligation de faire rapport .....	720
	1.	Rapport de révision .....	721
	a.	Contrôle ordinaire .....	721
	b.	Contrôle restreint .....	722
	2.	Disponibilité du rapport .....	723
	3.	Présence de l'organe de révision à l'assemblée générale.....	723
	4.	Violation des obligations de rapport et de présence à l'assemblée générale.....	724
	II.	Autres contrôles et attestations.....	724
	III.	Obligations d'avis .....	726
	A.	Surendettement manifeste de la société.....	726
	B.	Violations de la loi, des statuts ou du règlement d'organisation ...	728
	1.	Avis au conseil d'administration .....	728
	2.	Avis à l'assemblée générale .....	728
	IV.	Obligation de convoquer l'assemblée générale .....	729
	V.	Extension des fonctions de l'organe de révision .....	730
§ 6		Droits et obligations de l'organe de révision .....	731
	I.	Droit aux renseignements.....	731
	II.	Obligation de garder le secret.....	732
	III.	Obligation de documenter le travail de révision.....	733
<b>Chapitre 9 – Carences dans l'organisation .....</b>			<b>735</b>
§ 1		Généralités.....	735
§ 2		Carence dans l'organisation.....	735
	I.	Défaut d'un organe prescrit par la loi.....	736
	II.	Composition d'un organe de manière non conforme à la loi.....	737
	III.	Violation des prescriptions relatives au registre des actions ou à la liste des ayants droit économiques.....	739
	IV.	Émission d'actions au porteur dans des situations non prévues par la loi .....	739
	V.	Absence de domicile au siège et sociétés dormantes.....	739
§ 3		Procédure et compétence .....	740
	I.	Qualité pour agir et pour défendre .....	740
	A.	Légitimation active .....	740
	B.	Légitimation passive .....	741
	II.	Procédure .....	741
§ 4		Mesures .....	743
	I.	Pouvoir d'appréciation du juge .....	743
	II.	Fixation d'un délai .....	744
	III.	Nomination de l'organe ou d'un commissaire .....	744
	IV.	Dissolution et liquidation de la société.....	746
	V.	Autres mesures.....	747
<b>Chapitre 10 – Corporate Governance .....</b>			<b>749</b>
§ 1		Introduction et enjeux.....	749

§ 2	Sources historiques et développements .....	751
I.	Origines et essor du débat au XX <sup>ème</sup> siècle .....	751
A.	À l'étranger .....	751
1.	Origines de la société anonyme .....	751
2.	Développement des théories sur la Corporate Governance ..	751
B.	En Suisse.....	753
II.	Scandales financiers et réactions dans les années 2000.....	754
A.	À l'étranger .....	754
B.	En Suisse.....	755
III.	Développements récents et changement de paradigme .....	757
A.	À l'étranger .....	757
B.	En Suisse.....	763
§ 3	Champ d'application .....	767
§ 4	Contrôle de la société .....	769
I.	Enjeux .....	769
II.	Modèles et conceptions .....	770
A.	Théorie de la primauté des actionnaires (omnipotence) et théorie de l'agence .....	770
B.	Théorie de la primauté du conseil d'administration, <i>Team Production</i> et <i>Stewardship Theory</i> .....	771
C.	Principe de la parité.....	772
§ 5	But(s) de la société .....	773
I.	Enjeux .....	773
II.	Modèles et conceptions classiques .....	774
A.	Maximisation de la valeur actionnariale.....	774
B.	Valeur actionnariale éclairée.....	774
C.	<i>Stakeholder Governance</i> .....	775
D.	Critères de distinction entre les différents modèles .....	776
E.	Analyse en droit positif suisse.....	776
III.	Raison d'être : une nouvelle façon de concevoir le rôle de l'entreprise ? .....	779
A.	Objet de la raison d'être .....	779
B.	Nouvelles tâches du conseil d'administration .....	781
C.	Partenariat avec les actionnaires.....	782
D.	Responsabilité : de la Business Judgment Rule à la Purpose Judgment Rule .....	783
§ 6	Nouveau droit de la société anonyme sous l'angle de la <i>Corporate Governance</i> .....	784
I.	Transparence sur les questions non financières et devoir de diligence accru .....	785
A.	But et objet de la transparence et du devoir de diligence accru .....	785
B.	Obligation d'établir un rapport sur les questions non financières (art. 964a-964c CO) .....	786
C.	Obligation de déclarer des paiements effectués à des organismes publics par des entreprises de matières premières (art. 964d-964i CO) .....	790

	D.	Obligation d’opérer une <i>due diligence</i> raisonnable et d’établir des rapports relatifs aux opérations concernant la protection de minerais et de métaux provenant de zones touchées par des conflits armés et au sujet du travail des enfants (art. 964j–964l CO) .....	791
	II.	Quotas et diversité dans la composition du conseil d’administration .....	793
	III.	Renforcement des droits des actionnaires .....	794
	IV.	Élection et révocation des organes .....	794
	V.	Marge de fluctuation .....	796
	VI.	Actions de loyauté.....	797
	<b>Chapitre 11 – Modifications du capital</b> .....		<b>799</b>
§ 1		Augmentation de capital .....	799
	I.	Types d’augmentation .....	799
	II.	Augmentation ordinaire du capital .....	800
		A. Aperçu de la procédure .....	800
		B. Décision d’augmentation .....	800
		1. Indications absolument nécessaires .....	801
		a. Montant .....	801
		b. Nombre, valeur et espèce des actions émises.....	802
		c. Prix d’émission et droit au dividende .....	802
		2. Indications relativement nécessaires.....	804
		C. Offre de souscription.....	805
		D. Souscription des nouvelles actions, prospectus et libération .....	805
		1. Souscription des nouvelles actions .....	805
		2. Prospectus .....	805
		3. Libération .....	806
		a. Apport en espèces et apport en nature .....	807
		b. Conversion de fonds propres librement disponibles ....	807
		c. Compensation .....	808
		E. Rapport d’augmentation et attestation de vérification.....	810
		1. Rapport d’augmentation .....	810
		2. Attestation de vérification .....	811
		F. Constatation de l’augmentation, modification des statuts et inscription au registre du commerce .....	811
	III.	Droit de souscription préférentiel.....	813
		A. Contexte .....	813
		B. Limitation ou suppression du droit de souscription préférentiel ..	815
		1. Conditions formelles .....	815
		2. Conditions matérielles .....	816
		a. Motif objectivement fondé.....	817
		aa. En général .....	817
		bb. Prise ferme.....	818
		b. Égalité de traitement entre actionnaires .....	819
		c. Exercice ménager des droits .....	819
		3. Sanctions .....	820
	IV.	Augmentation conditionnelle .....	820
		A. Généralités .....	820

	B.	Utilisation et cercle des bénéficiaires .....	821
	1.	En général.....	821
	2.	Titulaires de droits liés à des obligations.....	822
	a.	Obligations d'emprunt ou obligations semblables .....	822
	b.	Obligations convertibles ou à option .....	823
	3.	Travailleurs.....	824
	4.	Actionnaires .....	825
	5.	Membres du conseil d'administration .....	826
	6.	Tiers .....	826
	C.	Conditions.....	827
	D.	Décision de l'assemblée générale.....	827
	E.	Mise en œuvre de la décision d'augmentation .....	828
	F.	Exécution de l'augmentation conditionnelle .....	829
	G.	Dispositions protectrices et droit de souscription préférentiel.....	831
§ 2		Réduction de capital .....	833
	I.	Généralités .....	833
	II.	Réduction constitutive.....	834
	III.	Réduction en cas de bilan déficitaire.....	837
	IV.	Réduction avec augmentation simultanée .....	839
§ 3		Marge de fluctuation.....	840
	I.	Fonction .....	840
	II.	Fondement statutaire .....	841
	A.	Limites .....	842
	1.	Durée.....	842
	2.	Limites inférieure et supérieure.....	843
	B.	Restrictions, charge et conditions.....	844
	C.	Droit de souscription préférentiel.....	845
	III.	Mise en œuvre.....	846
	A.	Augmentation ordinaire du capital-actions.....	846
	B.	Augmentation au moyen d'un capital conditionnel.....	847
	C.	Réduction de capital.....	848
	D.	Accordéon.....	849
	IV.	Expiration.....	849
	V.	Protection des créanciers.....	850
	VI.	Relations avec le rachat d'actions propres .....	851
		<b>Chapitre 12 – Assainissement.....</b>	<b>853</b>
§ 1		Situations de crise.....	853
	I.	Généralités .....	853
	II.	Menace d'insolvabilité.....	854
	A.	Devoir de contrôle et de planification du conseil d'administration .....	854
	B.	Instruments de surveillance.....	854
	C.	Notion d'insolvabilité.....	855
	D.	Appréciation de la menace .....	856
	E.	Mesures.....	857
	III.	Bilan déficitaire.....	858

IV.	Perte de capital .....	859
A.	Notion et calcul .....	859
B.	Obligations en cas de perte en capital .....	861
1.	Mesures .....	861
2.	Convocation si nécessaire d'une assemblée extraordinaire ..	862
3.	Contrôle restreint des comptes annuels avant approbation par l'assemblée générale.....	864
V.	Surendettement .....	865
A.	Généralités .....	865
B.	Obligations en cas de surendettement .....	866
1.	Établissement de comptes intermédiaires .....	866
2.	Avis au tribunal .....	868
a.	Principe.....	868
b.	Exceptions .....	870
aa.	Postposition .....	870
bb.	Délai de grâce .....	872
C.	Procédure de sursis concordataire .....	874
§ 2	Mesures d'assainissement.....	877
I.	Cadre général .....	877
A.	Nature des mesures d'assainissement.....	877
B.	Objectifs des mesures d'assainissement.....	878
II.	Mesures adoptées par la société .....	879
A.	Correction des valeurs comptables.....	879
1.	Réévaluation d'actifs.....	879
2.	Dissolution des provisions.....	882
B.	Apport de nouveaux moyens.....	882
C.	Réduction déclarative et augmentation simultanées.....	884
D.	Réduction dans le cadre d'une marge de fluctuation.....	885
E.	Transformation de fonds étrangers en fonds propres .....	885
F.	Versements à fonds perdus.....	886
G.	Émission de bons de jouissance .....	886
<b>Chapitre 13 – Dissolution et liquidation .....</b>	<b>887</b>	
§ 1	Dissolution .....	887
I.	Aperçu.....	887
II.	Motifs de dissolution.....	887
A.	Dissolution en conformité des statuts.....	888
B.	Dissolution par décision de l'assemblée générale .....	889
C.	Dissolution par faillite.....	889
D.	Action en dissolution pour justes motifs .....	890
1.	Introduction .....	890
2.	Action et caractère subsidiaire.....	891
3.	Justes motifs .....	893
4.	Conséquences juridiques .....	894
E.	Autres motifs prévus par la loi .....	895
III.	Conséquences juridiques .....	896
§ 2	Liquidation .....	896
I.	Généralités .....	896

II.	Distinctions .....	897
A.	Liquidation en cas de faillite .....	897
B.	Liquidation de fait .....	897
C.	Liquidation tacite .....	898
III.	Liquidateurs .....	899
IV.	Déroulement de la procédure de liquidation .....	900
A.	Bilan de liquidation .....	900
B.	Protection des créanciers .....	900
C.	Réalisation .....	901
D.	Répartition .....	902
E.	Radiation et réinscription .....	903
<b>Chapitre 14 – Responsabilité</b> .....		<b>905</b>
§ 1	Système légal et nature des actions en responsabilité .....	905
§ 2	Personnes responsables .....	907
I.	Responsabilité pour les actes de fondation .....	907
II.	Responsabilité pour l'administration, la gestion et la liquidation .....	909
III.	Responsabilité pour la révision .....	911
§ 3	Délimitations et concours d'actions .....	913
I.	Rapport entre actions en responsabilité .....	913
A.	Rapport entre les actions en responsabilité du Code des obligations .....	913
B.	Rapport avec les actions en responsabilité prévues par d'autres lois .....	913
1.	Art. 108 LFus .....	914
2.	Art. 69 LSFIn .....	914
3.	Art. 52 al. 2 LAVS .....	915
4.	Art. 22 LCaS-COVID-19 .....	915
II.	Rapport entre actions en responsabilité et autres actions .....	916
A.	Action en restitution de prestations et action révocatoire .....	916
B.	Action en contestation des décisions de l'assemblée générale .....	917
C.	Action en paiement ultérieur d'apports .....	917
III.	Sociétés anonymes avec participation de corporations de droit public .....	917
IV.	Domaine bancaire .....	918
A.	En général .....	918
B.	Banques cantonales .....	918
V.	Responsabilité en matière fiscale .....	919
VI.	Responsabilité pénale .....	920
§ 4	Conditions de la responsabilité .....	920
I.	Manquement à un devoir .....	920
A.	Responsabilité pour les actes de fondation .....	920
B.	Responsabilité pour l'administration, la gestion et la liquidation .....	921
C.	Responsabilité pour la révision .....	925
II.	Faute .....	928
III.	Dommage .....	929
A.	Dommage subi par la société .....	931

	B.	Dommage direct subi par les actionnaires ou les créanciers.....	932
	1.	En l'absence de tout préjudice causé à la société.....	933
	2.	En concours avec un préjudice subi par la société.....	933
IV.		Lien de causalité.....	934
	A.	Généralités .....	934
	B.	Responsabilité pour les actes de fondation.....	936
	C.	Responsabilité pour l'administration, la gestion et la liquidation..	936
	D.	Responsabilité pour la révision .....	936
§ 5		Exceptions péremptoires.....	937
	I.	Décharge .....	937
	II.	Consentement du lésé.....	939
	III.	Prescription .....	941
	A.	Généralités .....	941
	B.	Délais ordinaires .....	943
	1.	Délai relatif.....	943
	a.	Connaissance du dommage.....	943
	b.	Connaissance de la personne responsable.....	944
	2.	Délai absolu.....	944
	C.	Réserve du délai plus long de la prescription pénale.....	945
§ 6		Qualité pour agir et faculté de conduire le procès.....	947
	I.	Action en réparation du dommage subi de manière directe par des actionnaires ou des créanciers sociaux .....	948
	II.	Action en réparation du dommage causé à la société .....	948
	A.	Hors faillite .....	949
	1.	Qualité pour agir de la société .....	949
	2.	Action oblique des actionnaires.....	950
	B.	Dans la faillite .....	951
	1.	Titularité de l'action .....	952
	2.	Priorité de l'action collective.....	954
	3.	Mandat procédural subsidiaire des actionnaires et des créanciers .....	954
	a.	Conditions d'octroi .....	954
	b.	Répartition du produit de l'action .....	954
	c.	Contexte procédural.....	955
	d.	Exceptions et objections .....	960
	4.	Concordat par abandon d'actif .....	960
	III.	Concours de l'action en réparation du préjudice causé à la société et de l'action des actionnaires ou créanciers en réparation de leur dommage direct.....	960
§ 7		Solidarité et recours internes .....	963
	I.	Solidarité différenciée dans les rapports externes .....	963
	A.	Principe .....	963
	B.	Facteurs de différenciation.....	965
	1.	Gravité de la faute .....	965
	2.	Autres facteurs.....	966

	C.	Conséquences externes de la solidarité .....	967
	1.	Action contre les coresponsables.....	967
	2.	Interruption de la prescription .....	968
	3.	Effet d'une transaction .....	969
	II.	Recours internes.....	969
	A.	Conditions.....	969
	B.	Clé de répartition interne du dommage .....	971
	C.	Prescription de l'action récursoire.....	971
§ 8		Aspects procéduraux .....	972
	I.	For et arbitrage .....	972
	A.	En général .....	972
	1.	For judiciaire légal.....	972
	2.	Prorogation de for et arbitrage.....	973
	B.	Dans les relations internationales.....	974
	II.	Type de procédure.....	975
	III.	Conciliation.....	975
	IV.	Frais .....	976
		<b>Chapitre 15 – Groupes de sociétés .....</b>	<b>977</b>
§ 1		Notion de groupe.....	977
	I.	Définition.....	977
	II.	Importance pratique et avantages du groupe .....	979
	III.	Sources en droit suisse.....	981
	A.	Code des obligations .....	981
	B.	La réglementation des groupes dans d'autres domaines du droit financier.....	982
	C.	Questions particulières dans d'autres domaines juridiques .....	983
	IV.	Délimitations.....	985
	V.	Formes de groupes de sociétés .....	986
	VI.	Le groupe de sociétés est-il une société simple ? .....	987
§ 2		Conduite du groupe .....	988
	I.	Direction du groupe .....	988
	A.	Paradoxe du groupe.....	988
	B.	Droit d'exercer la direction unique et modalités de direction.....	989
	C.	Obligation d'exercer la direction du groupe.....	992
	D.	Transmission d'informations au sein du groupe.....	993
	II.	Compétences (résiduelles) de la filiale.....	993
	A.	Conflits d'intérêts et intérêt de groupe.....	994
	B.	Filiale entièrement détenue .....	996
	C.	Filiales avec des actionnaires minoritaires .....	997
§ 3		Gestion des liquidités au sein du groupe.....	998
§ 4		La responsabilité dans le groupe de sociétés .....	1000
	I.	Principes.....	1000
	II.	Responsabilité en qualité d'organe de fait.....	1001
	III.	Lettres de patronage .....	1002

IV.	Responsabilité fondée sur la confiance .....	1003
A.	Notion .....	1003
B.	Conditions .....	1004
1.	Rapport particulier de confiance.....	1004
2.	Comportement de la société mère inspirant la confiance....	1005
a.	Conduite inspirant la confiance .....	1005
b.	Comportement attribuable à la société mère .....	1006
3.	Confiance du tiers.....	1006
4.	Confiance digne de protection .....	1006
5.	Acte fondé sur la confiance .....	1007
6.	Déception de la confiance contraire à la loyauté .....	1008
7.	Domage et causalité.....	1008
8.	Subsidiarité.....	1008
C.	Prescription .....	1009
V.	Principe de la transparence.....	1009
A.	Notion .....	1009
B.	Conditions.....	1010
1.	Unité économique.....	1010
2.	Abus de droit .....	1011
3.	Extension des obligations contractuelles .....	1012
4.	Subsidiarité.....	1012
C.	Cas typiques .....	1012
VI.	Principe de la confusion des sphères .....	1013
VII.	Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.....	1014
§ 5	Comptabilité .....	1016
I.	Obligation de consolidation des comptes .....	1016
A.	Notion et sources.....	1016
B.	Champ d'application personnel.....	1017
C.	Exemption de l'obligation de consolidation .....	1019
1.	Exemption .....	1019
2.	Exceptions .....	1020
D.	Consolidation selon une norme reconnue.....	1020
II.	Autres obligations .....	1021
<b>Index</b>	.....	<b>1023</b>